



Numéro PPQ/6877

lundi 7 juillet 2014

Les grands titres:

- L'ONU établit le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement à l'approche de la date butoir de 2015
- Le HCR exprime sa préoccupation suite à l'expulsion de demandeurs d'asile de l'Australie vers le Sri Lanka
- Ban rend hommage à l'ancien Président géorgien Edouard Chevardnadze décédé à l'âge de 86 ans
- Ukraine : Ban condamne la violence contre les civils dans le contexte de la reprise des hostilités
- Iraq : l'ONU appelle les parlementaires irakiens à choisir un Président et à respecter l'ordre constitutionnel
- Haïti : un expert de l'ONU appelle à des solutions durables pour les déplacés
- Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne un attentat meurtrier près du Parlement
- Syrie : l'UNRWA réitère son appel pour la reprise de l'aide humanitaire aux civils assiégés du camp de Yarmouk

L'ONU établit le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement à l'approche de la date butoir de 2015



A partir de la droite, le Président de l'Assemblée générale, John Ashe, le Président de l'ECOSO, Martin Sajdik, et le Secrétaire général Ban Ki-moon. Photo ONU/Paulo Filgueiras

7 juillet - À l'approche de la date butoir des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a présenté lundi un rapport sur l'état de réalisation des objectifs, dont plusieurs ont été réalisés ou sont près d'être réalisés, en appelant à l'adoption d'un nouveau cadre d'objectifs ambitieux et inclusifs.

À 550 jours de la date butoir, M. Ban a souligné aux participants d'une réunion de haut-niveau du Conseil économique et social que le monde se trouve à un moment historique après que plusieurs étapes importantes ont été franchies.

Selon le rapport sur les OMD de 2014, le monde a d'ores et déjà atteint l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté ainsi que de ceux n'ayant pas accès à une source d'eau améliorée, l'objectif de réduire les disparités entre filles et garçons et il s'est félicité de l'amélioration des conditions de vie des populations urbaines qui vivent dans des bidonvilles.

« Des réalisations remarquables dans le domaine de la lutte contre le paludisme et la tuberculose ont été atteints et d'autres objectifs importants, tel que l'accès universel au traitement du VIH et l'élimination des substances nuisibles à la couche d'ozone peuvent être atteints dans les temps », a expliqué M. Ban.

« Les OMD ont aidé à unir, inspirer et transformer et l'action combinée des gouvernements, de la communauté internationale, de la société civile et du secteur privé peut faire la différence », a-t-il ajouté.

Le rapport indique cependant que des retards sont accusés pour la réalisation d'autres objectifs, tel que la réduction de la mortalité infantile et maternelle et l'amélioration de l'accès universel à l'assainissement.

M. Ban a jugé indispensable un cadre de développement d'après 2015 qui s'appuie sur ce qui n'a pu être réalisé, mais intègre aussi des domaines non couverts par les huit OMD. Il a souligné que le monde avait beaucoup changé depuis 2000 et que le développement, la paix et la sécurité et l'état de droit n'avait jamais été aussi connecté. Notant que la bonne gestion de

l'environnement est de plus en plus importante pour garantir un développement économique et social durable, le Secrétaire général a jugé urgent de limiter l'augmentation de la température mondiale et de renforcer la résilience au climat.

De son côté le Président du Conseil économique et social, M. Martin Sajdik a dit que la Communauté internationale doit prendre conscience des opportunités qui s'offrent lors de la phase finale de la détermination du programme de développement d'après 2015. Il a souhaité que ce nouveau programme soit centré sur les gens et s'appuie sur les objectifs inachevés des Objectifs du Millénaire pour le développement 2000-2015.

« Il est indispensable que ce programme s'attaque aux défis urgents dont la lutte contre la pauvreté et les inégalités », a indiqué M. Sajdik en affirmant qu'il est indispensable que les modes de consommation et de production soient parties intégrantes des objectifs de développement durable.

« Vous devez prouver l'importance de l'ECOSOC pour favoriser l'intégration harmonieuse des trois piliers du développement durable » a lancé M. Sajdik aux États membres en rappelant que le programme d'après 2015 exige un engagement de haut niveau et une action collective.

Le Président de l'Assemblée générale, John Ashe, a estimé que ces délibérations seront essentielles pour déterminer notre vision de l'avenir du développement durable. Il a dit l'importance d'assurer le contrôle du programme de développement d'après 2015 en jugeant indispensable que la Forum soit en mesure d'établir des partenariats avec les agences des Nations la société civile et les autres partenaires pertinents.

M. Ashe a déclaré que l'objectif visant à parvenir à un développement inclusif est lourd à relever, mais que le débat de haut niveau de la session de 2014 du Conseil économique et social et de la réunion ministérielle de trois jours du Forum politique de haut niveau sur le développement durable aidera à avancer.

Le HCR exprime sa préoccupation suite à l'expulsion de demandeurs d'asile de l'Australie vers le Sri Lanka



Un bateau de migrants. Photo UNHCR/A. Di Loreto

7 juillet - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exprimé lundi sa préoccupation suite à l'expulsion de 47 demandeurs d'asile vers le Sri Lanka par les autorités australiennes après que celles-ci les aient interceptés en mer.

L'agence onusienne a également exprimé sa préoccupation face au sort de 153 autres demandeurs d'asile d'origine sri lankaise qui font l'objet d'une injonction de la Haute Cour de l'Australie de retourner dans leur pays.

Dans un communiqué de presse, le HCR a indiqué que les autorités australiennes ont utilisé « des procédures de contrôle renforcées » pour déterminer si les 41 personnes concernées ont exprimé des demandes de protection qui nécessitent un examen plus approfondi.

« Sans davantage d'éléments le HCR n'est actuellement pas en mesure de confirmer si cette décision est conforme au droit international », a indiqué l'agence. « Le HCR a déjà fait connaître ses préoccupations à l'Australie au sujet de ses procédures de contrôle renforcées et leur non-conformité avec le droit international ».

Selon les médias, les 41 Sri-Lankais ont été interceptés par la police des frontières de l'Australie au large des îles Cocos dans l'océan Indien à la fin du mois de juin. Ils ont été remis au gouvernement du Sri Lanka dimanche après leurs demandes d'asile ont été évaluées en mer et rejetés.

« Selon l'expérience du HCR, le traitement des demandes en mer n'ont pas été positives en général. Les moyens d'effectuer une évaluation appropriée pour assurer une procédure équitable ne sont souvent pas réunies en mer », a affirmé l'agence onusienne.

Le principe de non-refoulement, c'est-à-dire l'interdiction de contraindre une personne d'effectuer un retour forcé vers un pays où sa vie ou sa liberté serait menacées, figure dans la Convention de 1951 et dans le droit international coutumier, a souligné le HCR.

«Le HCR ne s'oppose pas à des retours de personnes qui dont les demandes de protection sont infondées, mais toute demande doit être correctement évaluée par un personnel qualifié dans le respect des garanties juridiques ».

Ban rend hommage à l'ancien Président géorgien Edouard Chevardnadze décédé à l'âge de 86 ans



7 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rendu hommage lundi à l'ancien Président de Géorgie, Edouard Chevardnadze, qui est décédé à l'âge de 86 ans suite à une longue maladie.

« Le Secrétaire général est attristé d'apprendre le décès d'Edouard Chevardnadze, qui était le Président de la Géorgie pendant les premières années difficiles de l'indépendance de son pays », a déclaré le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

Le chef de l'ONU a rappelé l'importante contribution de M. Chevardnadze en tant que Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la scène internationale et ses efforts pour surmonter les divisions de la guerre froide, en particulier en plaidant, aux Nations Unies, en faveur du désarmement nucléaire.

« Le Secrétaire général présente ses sincères condoléances à la famille endeuillée d'Edouard Chevardnadze, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple de la Géorgie », a indiqué le porte-parole.

Ukraine : Ban condamne la violence contre les civils dans le contexte de la reprise des hostilités



Drapeaux ukrainiens en face de la maison aux chimères, Kiev. Photo: UNDP Kyiv

7 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné lundi la poursuite des actes « illégaux », des combattants armés en Ukraine après qu'ils se seraient regroupé dans l'est du pays, et il a exhorté les autorités ukrainiennes à faire preuve de retenue et de protéger les civils.

Selon les médias, les groupes armés se sont regroupés dans les villes de Donetsk et Lugansk, et un nombre croissant des habitants des villes ont pris la fuite. Le 30 juin, le cessez le feu qui avait été mis en place par le Président ukrainien Petro Porochenko a pris fin et des forces ukrainiennes se sont engagés dans des « activités militaires intensifiées »,

selon M. Ban.

Le porte-parole du Secrétaire général a expliqué que le chef de l'ONU a appelé au renouvellement du cessez-le-feu et exhorté les parties prenantes à faire preuve de retenue. Il a également appelé à la reprise du dialogue pour trouver une solution politique à la crise en cours.

« Il est très important de lancer un processus politique et diplomatique pour aboutir à un arrêt définitif de la violence et trouver une solution pacifique à la crise », a souligné le porte-parole du Secrétaire général.

Iraq : l'ONU appelle les parlementaires irakiens à choisir un Président et à respecter l'ordre constitutionnel



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nikolay Mladenov. Photo: ONU/Amanda Voisard

7 juillet - À la veille d'une importante session parlementaire en Iraq, le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays, Nikolay Mladenov, a exhorté lundi les dirigeants politiques à conclure un accord au plus vite pour désigner un Président du Conseil des représentants.

Selon le porte-parole de l'ONU, M. Mladenov, qui est le chef de la Mission des Nations Unies en Iraq (MANUI), a depuis plusieurs jours discuté avec un nombre de dirigeants politiques de ce pays pour assurer le respect du cadre constitutionnel du processus politique.

M. Mladenov a déclaré que les groupes parlementaires devraient limiter le nombre de jours pour les négociations finales, et de respecter les délais prévus par la Constitution pour les nominations.

En juin, le Conseil nouvellement élu a été incapable de parvenir à un accord sur la nomination d'un nouveau Président. Président par intérim Mahdi al-Hafidh a mis fin au processus puisque, selon les médias, la plupart des 328 membres du Conseil ne sont pas revenus après une pause.

Lors d'une récente conférence de presse, M. Mladenov a déclaré qu'il était impératif que les dirigeants nationaux travaillent ensemble pour déjouer les tentatives des insurgés de détruire le tissu social de la société irakienne. De grandes parties du pays restent sous le contrôle de l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL), et d'autres groupes armés.

Haïti : un expert de l'ONU appelle à des solutions durables pour les déplacés



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes déplacées, Chaloka Beyani. Photo: ONU/Jean-Marc Ferré

4 juillet - Quatre ans après le séisme, il est temps de passer d'une approche principalement humanitaire à une approche de développement, a déclaré vendredi l'expert indépendant des Nations Unies Chaloka Beyani, en lançant un appel en faveur de la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées internes et les couches vulnérables de la population en Haïti.

« Il est grand temps de donner la priorité à une approche de développement afin d'apporter des solutions durables aux personnes déplacées », a observé le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, au terme de sa mission d'une semaine en Haïti.

« La simple fermeture des camps ne signifie pas que des solutions durables pour les déplacés ont été trouvées », a souligné M. Beyani. « Bien que le nombre de déplacés ait baissé de 1,5 million de personnes après le séisme à environ 100.000 aujourd'hui, il reste beaucoup à faire. »

Pour atteindre cet objectif, l'expert a recommandé qu'une évaluation soit faite afin d'identifier les besoins des différentes catégories de personnes déplacées internes en matière de solutions durables et pour connaître l'emplacement de celles qui vivent hors des camps. Il a aussi réclamé qu'un sondage destiné à connaître leurs intentions soit effectué sur une base consultative et participative afin de savoir quelle solution durable pourrait leur convenir.

« La mise en place de solutions durables passe par la création d'opportunités de développement dans l'ensemble du pays, par l'Etat de droit et par une politique globale du logement ciblant aussi les personnes déplacées », a ajouté le Rapporteur spécial.

« La politique d'aide au logement, qui a pour but d'aider les personnes déplacées internes à quitter les camps et à trouver un logement locatif dans les quartiers, est une mesure provisoire pour désengorger les camps. Pour qu'elle soit durable, cette

politique doit être accompagnée d'activités de subsistance et d'activités génératrices de revenu. Elle doit également bénéficier à l'ensemble de la communauté au sein de laquelle la personne déplacée interne vit, notamment par le biais d'une amélioration de l'accès aux services de base. »

Le Rapporteur spécial s'est félicité de la constitution de groupes sectoriels et de comités interministériels chargés de coordonner les activités de développement. Il recommande toutefois que les mesures prises dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de l'agriculture prennent en compte les besoins des personnes déplacées internes.

« Le soutien humanitaire dans les derniers camps et sites devrait se poursuivre afin de régler le problème des conditions de vie très précaires des personnes déplacées internes et de répondre à leurs besoins essentiels, surtout dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, domaines indispensables à la santé publique », a-t-il ajouté. « Je demande que la protection spécifique accordée aux personnes déplacées internes soit maintenue dans le cadre des efforts de développement, en particulier en faveur des femmes et des enfants. »

Le Gouvernement haïtien a la responsabilité première d'œuvrer en faveur d'approches fondées sur le développement afin de trouver des solutions durables pour les personnes déplacées internes et les personnes vulnérables en général, a déclaré le Rapporteur spécial. « Ceci permettra l'intégration des déplacés internes dans des quartiers urbains et des zones rurales où ils pourront reprendre une vie normale, comme tout citoyen haïtien, sans être discriminés du fait de leur situation. »

Au cours de sa visite d'une semaine, le Rapporteur spécial a notamment rencontré des membres du gouvernement haïtien et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Sandra Honoré, ainsi que des représentants de la société civile. Il a visité des camps et des sites de déplacés internes ainsi que dans le quartier de Canaan à Port-au-Prince.

Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne un attentat meurtrier près du Parlement



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie, Nicolas Kay. Photo: AU/UN/IST/Tobin Jones

5 juillet - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Kay, a condamné samedi un attentat meurtrier près du Parlement somalien, qui était la cible de cette attaque.

« Je condamne la tentative d'attentat ce matin contre le Parlement fédéral de Somalie. Je salue la bravoure des membres des forces de sécurité qui ont été morts alors qu'ils faisaient échouer les terroristes », a dit M. Kay dans une déclaration à la presse.

« Les Al-Chabab font exploser des bombes, assassinent et terrorisent les Somaliens à Mogadiscio depuis le début du mois sacré du Ramadan, un mois dédié aux prières et à la paix. J'appelle tous les Somaliens à se rassembler et à travailler avec les autorités pour empêcher de nouvelles attaques et à traduire en justice ceux qui sont derrière cette campagne meurtrière », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial a rappelé que les Nations Unies travaillaient aux côtés du peuple somalien pour construire la paix et un nouvel Etat qui fonctionne.

Il a présenté ses sincères condoléances aux familles et aux amis de ceux qui ont été tués, ainsi qu'au Parlement fédéral, et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Selon la presse, au moins quatre personnes ont été tuées et une vingtaine blessées dans cet attentat à la voiture piégée qui a été revendiqué par les Al-Chabab. Le véhicule piégé n'a pas pu dépasser la barrière protégée par des soldats, dont certains ont été tués, à l'extérieur du Parlement fédéral.

Syrie : l'UNRWA réitère son appel pour la reprise de l'aide humanitaire aux civils assiégés du camp de Yarmouk



7 juillet - L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a exprimé dimanche sa préoccupation concernant la situation humanitaire dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk à Damas, en Syrie, en précisant qu'aucune aide n'a pu parvenir aux civils dans ce camp depuis plus d'un mois.

« La dernière distribution de denrées alimentaires aux civils de Yarmouk remonte au 23 mai, la dernière distribution de fournitures hygiéniques a eu lieu le 7 juin », a expliqué le porte-parole de l'UNRWA, Chris Gunness, dans un communiqué de presse.

« Cette longue interruption de la fourniture d'aide alimentaire est une inquiétude majeure pour l'UNRWA et cela augmente le risque de famine pour les civils de Yarmouk », a-t-il ajouté en soulignant que l'agence onusienne a tenté d'accéder aux 18.000 civils qui vivent dans ce quartier depuis le 21 juin, où une trêve aurait été conclue entre les forces du gouvernement et des groupes armés.

Le porte-parole de l'UNRWA a expliqué que les résidents civils de Yarmouk continuent de faire face à des conditions humanitaires difficiles. « L'UNRWA cherche à reprendre la distribution d'aide au plus vite dans le camp de Yarmouk et nous appelons les parties prenantes à respecter l'accord du 21 juin afin de faciliter la reprise de l'aide humanitaire ».

Si l'UNRWA est prête à reprendre immédiatement son intervention humanitaire à Yarmouk, M. Gunness a rappelé que l'agence attend et que « les jours sont devenus des semaines qui sont devenus des mois. Nous avons été réduits à des témoins sans voix de la catastrophe humanitaire à Yarmouk ».